

20 février 2010

Christian SAUTTER

LA PETITE GRECE AU PIQUET

Dans la cour de récréation de l'euro, la Grèce a été mise au piquet par ses camarades. Elle avait triché au jeu de billes et bénéficié, pour ce faire, de l'influence occulte d'une personne pas très morale, extérieure à l'école. Racontons l'histoire, qui est plus sérieuse qu'il n'y paraît.

Tout a commencé, il y a quelques semaines, quand les agences de notation ont dégradé une nouvelle fois les emprunts de l'État grec. Chacun se souvient que ces opérateurs extralucides n'ont pas décelé les risques résultant des pyramides d'endettement hypothécaire des ménages américains (les fameux « subprimes ») et des martingales spéculatives des « hedge funds ». Notons qu'après ce fiasco historique, rien n'a été fait pour donner un peu de rigueur à ces pythies du capitalisme financier.

Mal notée, la Grèce a dû emprunter à des taux de plus en plus élevés et l'écart entre l'intérêt qu'elle doit payer et celui qu'acquitte le bon élève allemand s'est de plus en plus creusé. Au point que « certains » se sont demandé si la Grèce ne buterait pas un jour prochain sur l'impossibilité de trouver de l'argent, à n'importe quel prix. Elle pourrait être acculée à la faillite comme un pays latino-américain des années 1980. Mais un des seize pays de l'euro peut-il faire faillite ? That is the question.

Deux révélations sont venues compliquer le paysage. La première est que le gouvernement conservateur qui venait de perdre les élections avait outrageusement bidonné le chiffre du déficit des finances publiques en 2009. Le nouveau Premier ministre a découvert un trou de l'ordre de 12%. De bonnes âmes ont aussitôt rappelé que c'était une tradition hellène de jouer avec les chiffres : pour entrer dans l'euro, la Grèce avait maquillé ses comptes nationaux afin de passer en dessous de la fameuse barre des 3% de déficit public (en pourcentage du PIB), inscrite dans le pacte de stabilité. Ces révélations n'ont pu que conforter les pays d'Europe du Nord (Allemagne en tête) dans leur méfiance à l'égard du « Club Méditerranée » (Grèce, Italie, Espagne, Portugal). Toujours élégants, les banquiers londoniens parlent plutôt des « Pigs » (les cochons), qui regroupent le Portugal, l'Italie, la Grèce et la Spain.

Coup de tonnerre, il y a une semaine (IHT 150210), le lundi 15 février, le New York Times a révélé l'implication de Goldman Sachs, la célèbre banque, à laquelle Le Monde et Libération viennent de consacrer leur Une de ce 20 février. C'est un feuilleton en deux épisodes. Le premier

se situe en 2001, juste après l'entrée de la Grèce dans l'euro. Comment maintenir la fiction que le déficit est resté à 3% ? Très simple, mon cher Watson. La banque new-yorkaise a proposé le contrat suivant : je vous donne beaucoup d'argent tout de suite et vous me versez à l'avenir les recettes des taxes d'aéroports et de la loterie nationale. Comme le dit un Grec sagace : « Les hommes politiques aiment différer les problèmes et acceptent volontiers qu'un banquier leur propose une solution qui passe le bébé au gouvernement suivant. » Sitôt fait, sitôt dit, le Premier ministre grec de l'époque était un dégourdi, et Goldman Sachs a empoché 300 millions de dollars au passage.

Cette pratique d'hypothéquer l'avenir pour couvrir les impasses du présent n'est pas une exclusivité grecque. La banque Morgan a aidé l'Italie de cette façon en 1996. Et la France elle-même (dans sa moitié méditerranéenne ?) a fait une curieuse opération en 1997 : France Télécom a donné à l'État une somme importante (un demi-pour-cent de PIB), en lui confiant le soin de payer désormais les retraites des fonctionnaires de cette belle maison à la place de l'entreprise.

Revenons à la Grèce et à la banque Goldman Sachs. Début novembre 2009, trois mois avant que ne s'ouvre la crise aiguë de la dette grecque, le Président du mastodonte new-yorkais a débarqué en personne à Athènes, avec une nouvelle idée géniale, mettant cette fois en jeu le système de santé. Le nouveau gouvernement a refusé, ce qui est tout à son honneur.

La pièce d'un euro éditée pour la Grèce montre une chouette, l'animal sacré d'Athéna. Peut-être faudrait-il la remplacer par le vautour de Wall Street. Ou par l'éclair de Zeus, car la Grèce a traversé un sérieux orage au dernier sommet européen, puis à la réunion des ministres de Finances de la zone euro qui a suivi. La Grèce a été sommée de mettre ses comptes au propre sous la surveillance d'experts de Bruxelles et de proposer d'ici la mi-mars un paquet de mesures d'austérité qui ferait passer le déficit de 2010 de 12,7% à 8,7% du PIB.

Sur le premier point, on ne peut que souligner l'incompétence des services de la Commission, qui n'ont ni vu ni donc sanctionné la dérive des comptes grecs. Et aussi l'indulgence de l'Eurogroupe, formé des seize Ministres des finances de la zone euro, présidé par Jean-Claude Juncker et accompagné par le gouverneur de la Banque Centrale Européenne. Ce club aimable, dont j'ai fait brièvement partie, n'a jamais pris la moindre sanction contre un membre fautif.

Sur le second point, il est absurde de demander à la Grèce, ou à n'importe quel pays, de couper en quelques mois les dépenses de 4% du Pib ou de récolter 4% de recettes supplémentaires, dans une économie durement frappée par la récession. Peut-on licencier le quart ou le tiers des fonctionnaires ? Peut-on majorer en une fois de quatre points la TVA ? La Grèce chuterait aussitôt de la récession dans une dépression grave,

entraînée par l'effondrement de la consommation. Et je rappelle que la mère des démocraties a vécu en dictature militaire entre 1967 et 1974.

Autant il est normal de mettre de la pression extérieure pour permettre au gouvernement de prendre des mesures graduelles, aussi désagréables que nécessaires, autant il semble absurde de mettre la barre aussi haut. Soit la Grèce parvient à passer par ce trou de souris et sa société et son régime politique seront en risque. Soit elle n'arrive pas à satisfaire ces conditions draconiennes et « les marchés » se déchaîneront de plus belle à la fin du mois de mars.

La crise grecque est donc un moment de vérité pour l'Euroland, le cœur à 16 d'une communauté de libre-échange à 27. Soit l'Euroland s'affirme comme un embryon de fédération économique qui développe une nouvelle autorité et une stratégie autour de l'euro, soit l'euro vivra des moments difficiles, dans un monde de capitalisme sauvage, où les vautours sont légion.

Que signifie un vrai gouvernement économique de l'Euroland ? Je ne parle plus ici de l'Union européenne, dont les dirigeants médiocres, choisis par des chefs d'État jaloux de leur petite autorité, sont impuissants. Un vrai gouvernement économique détient au minimum quatre pouvoirs.

Un pouvoir d'enquête : grâce à des équipes d'investigation de la qualité de celles du FMI.

Un pouvoir de sanction : sur les pays, quels qu'ils soient (France comprise) qui franchiraient les lignes jaunes définies en commun.

Un pouvoir d'impulsion : lancer de grands travaux dans l'Euroland (particulièrement en Grèce, afin de pallier l'effet dépressif du redressement des finances publiques) pour développer la recherche, l'innovation, l'enseignement supérieur, les infrastructures.

Un pouvoir d'influence planétaire : remettre sur pied des parités monétaires boiteuses entre le dollar, le yuan, le yen et l'euro ; pousser à un vrai plan climat ; assurer un minimum vital de nourriture, de santé et d'éducation aux populations pauvres du quart-monde.

La crise grecque nous montre l'euro tiraillé entre deux logiques européennes, incompatibles à terme, et qui existaient dès l'origine. D'un côté, une logique fédérale, celle de la communauté du charbon et de l'acier, poussée par la France, l'Allemagne, l'Italie et le Bénélux. De l'autre, une logique d'association européenne de libre-échange, contre-feu allumé par la Grande-Bretagne. La monnaie commune est par essence de nature fédérale. Quand elle est attaquée, elle doit être défendue par une fédération d'États.

Dans les tout prochains mois, « les marchés » nous contraindront à choisir entre ces deux logiques. La décision, historique, dépendra, une fois de plus, du couple franco-allemand.

Christian Sautter